

politique de santé

Carnet de santé de la France 2009

Sous la direction de Jean de

Kervasdoué

Éditions Dunod, collection *Économie, droit et politiques de santé*, juin 2009, 250 pages, 30 euros.

Le 39^e congrès de la Mutualité française à Bordeaux avait pour thème : « Innover pour un monde plus solidaire : de nouveaux territoires pour la Mutualité ». L'édition 2009 du *Carnet de santé de la France* a été publiée à cette occasion. Pour moderniser le système de santé, les auteurs pensent que des leçons peuvent être utilement tirées des réformes engagées dans différents pays. Cet ouvrage, après avoir fait un rappel de l'économie et de la politique de santé en France, décrit et analyse les systèmes nationaux de santé et les réformes des soins médicaux apportés ces dernières années par plusieurs

pays européens (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni), mais aussi par les États-Unis, Israël, le Chili, la Nouvelle-Zélande, Singapour. Dans le contexte juridique actuel du Parlement européen, cet ouvrage explique également les bienfaits, mais aussi les limites des comparaisons des systèmes nationaux de santé à l'épreuve du droit européen : mobilité et libre circulation des professionnels de santé en Europe, droit à la mobilité des patients...

prévention

Traité de prévention

Sous la direction de François

Bourdillon

Éditions Flammarion, collection *Médecine-Sciences*, mars 2009, 422 pages, 80 euros.

Selon l'OMS, la prévention est l'ensemble des mesures visant à éviter ou à réduire le nombre et la

gravité des maladies, des accidents et du handicap. Cependant, si la classification de l'OMS basée selon les différents stades de la maladie (préventions primaire, secondaire et tertiaire) cadre parfaitement avec les maladies aiguës et les accidents, elle semble moins adaptée à la montée des maladies chroniques, dont la prise en charge constitue l'essentiel de la pratique médicale d'aujourd'hui. La prévention s'adresse maintenant aussi bien aux différents stades de la maladie qu'à la population qu'elle souhaite cibler, et le présent traité en aborde toutes les composantes. Il traite ainsi successivement : les fondements et les méthodes de la prévention, ainsi que sa mise en œuvre dans les politiques de santé ; la prévention des risques liés à l'environnement ; la prévention des risques infectieux ; le dépistage ; la prévention des populations aux différents âges de la vie, ainsi que celle des populations migrantes ; les acteurs et les institutions en France

dans le domaine de la prévention (assurance maladie, réseaux, santé scolaire, médecine de prévention, hôpital...); la prévention à l'étranger (regards internationaux et enjeux).

environnement

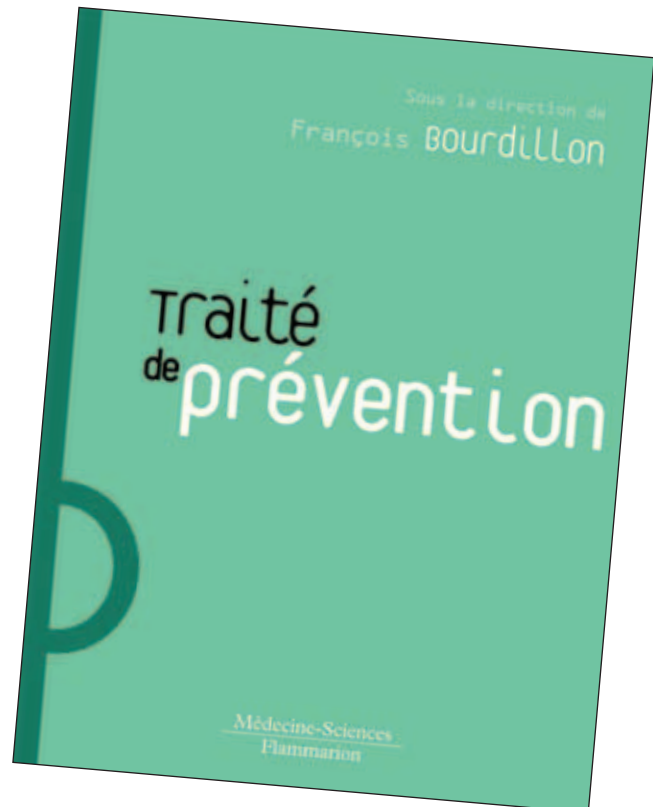
Les pesticides aux Antilles : bilan et perspectives d'évolution

Jean-Yves Le Déaut, député, et

Catherine Procaccia, sénateur

Les rapports de l'Opecst, n° 1778, A.N., et n° 487, Sénat, juin 2009, 223 pages.

L'Office parlementaire a été saisi de la question des pesticides aux Antilles, en particulier la chlordécone, insecticide utilisé contre le charançon des bananeraies, mais qui a été également utilisé sur plusieurs continents. Ce rapport étudie les impacts de la chlordécone et des pesticides en général utilisés aux



Antilles. La plupart des pesticides qui polluent les milieux naturels sont progressivement éliminés : ce n'est pas le cas de la chlordécone, qui appartient au groupe des polluants organiques persistants. Depuis la mise en place en 2008 du Plan chlordécone (2008-2010), des études ont été réalisées pour mieux cerner les transferts de cette molécule aux cultures et aux produits d'élevage, et d'une manière plus générale les problèmes sanitaires qu'elle génère. Suite à ces études, les deux rapporteurs estiment qu'il serait souhaitable de mobiliser et de coordonner les recherches dans la perspective de l'après 2010 et de pérenniser le dispositif mis en place afin de limiter les impacts de la molécule. En effet, bien qu'elle ne soit plus produite depuis 1991, les études montrent que la diffusion lente de la chlordécone dans les milieux naturels et son transfert vers les produits de culture a pour conséquence que l'on se trouve aujourd'hui

confronté à un problème sanitaire à l'échelle mondiale.

accident vasculaire cérébral

Le retour à domicile après un accident vasculaire cérébral
Ouvrage coordonné par Catherine Morin

John Libbey Eurotext, Guides pratiques de l'aidant, mars 2009, 183 pages, 22 euros.

Ce guide est destiné aux patients adultes, retournés à leur domicile après avoir eu un accident vasculaire cérébral (AVC). Il s'adresse également à leurs proches et aux professionnels qui les suivent pour expliquer les causes et les mécanismes des AVC et les gérer. En effet, la période de retour impose une réadaptation et des nouvelles pratiques dans la vie quotidienne. Après avoir expliqué ce

qu'est un AVC, ce guide donne des indications et des explications sur les répercussions qui peuvent s'en suivre (consultations, traitements, rééducation...), des conseils pour s'adapter au lieu de vie et aux activités physiques, pour vivre avec son entourage. Un chapitre est consacré à l'AVC chez l'enfant et chez l'adolescent, accident plus rare, mais qui demande une réadaptation spécifique.

santé de l'enfant

Santé des enfants et des adolescents : propositions pour la préserver

Inserm, Expertise opérationnelle, 2^e édition, mars 2009, 187 pages, 22 euros.

Ce document constitue la deuxième édition de l'expertise opérationnelle réalisée par un groupe de travail réuni en 2003 par l'Inserm à la demande de

la Canam (devenue depuis le RSI), qui propose des recommandations en prévention de l'obésité, en santé mentale, ainsi que sur le risque lié à la consommation d'alcool chez les jeunes. Cependant, depuis 2003, un certain nombre d'actions ont été réalisées sous l'impulsion d'incitations gouvernementales : divers plans nationaux ont été initiés, dont ceux concernant la santé des jeunes, la psychiatrie et la santé mentale..., la loi de santé publique de 2004 avec des objectifs concernant l'éducation nutritionnelle et la promotion de l'activité physique... Les trois problématiques traitées dans l'expertise opérationnelle se retrouvent comme priorités dans les plans annoncés depuis 2003, mais avec le souci dans cette nouvelle édition de les inscrire dans un cadre cohérent qui mobilise tous les acteurs et tous les secteurs de notre société. Cette nouvelle édition reflète cette recherche de cohésion à travers ses dix-sept propositions d'actions.



obésité

Prévention et traitement de l'obésité : l'état de la recherche

Jean-Claude Étienne et Brigitte Bout, sénateurs

Les rapports de l'Opecst, compte rendu de l'audition publique du mars 2009, n° 1770, A.N., et n° 477, Sénat, juin 2009, 202 pages, 6,50 euros.

À la suite d'une audition publique, ce rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) fait le point sur les perspectives offertes par les recherches sur la prévention et le traitement de l'obésité. Alors qu'elle a été longtemps un des pays européens les moins atteints par ce phénomène, la France rejoint aujourd'hui le taux moyen des pays de l'Union européenne (17,2 %) avec un taux d'obèses de 16,9 % selon l'Enquête nationale nutrition santé de 2006. L'obésité est un

problème de santé publique majeur, car elle est source de complications majeures (diabète, dyslipidémies...). La mortalité cardiovasculaire, qui doit un large tribut à ces complications, représente le tiers des causes de mortalité. Sans décision d'ampleur pour lutter contre l'obésité, le coût financier atteindrait 7 % de la charge des dépenses de santé d'ici une dizaine d'années.

psychiatrie

La psychiatrie en France : de la stigmatisation à la médecine de pointe

Alain Milon, sénateur

Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé, A.N., n° 1701, mai 2009, Sénat n° 328, avril 2009, 135 pages, 8 euros.

Les conclusions du rapport de l'Opeps soulignent que « la psychiatrie est, en France, depuis

l'origine, un secteur où coexistent innovations thérapeutiques et stigmatisation sociale. Cette dualité entre une médecine souvent de pointe, soucieuse de parvenir aux causes de la maladie et donc à la guérison des malades, et une défiance, vis-à-vis des patients comme des soignants, perdure ».

L'Opeps propose quinze recommandations et notamment d'« organiser des états généraux de la santé mentale » devant conduire à une réforme pour permettre l'adaptation de l'organisation territoriale de la psychiatrie aux besoins de la population.

santé de l'enfant

Santé de l'enfant : propositions pour un meilleur suivi

Inserm, Expertise opérationnelle, février 2009, 252 pages, 30 euros.

Ce document présente les travaux d'un groupe de travail

réuni par l'Inserm à la demande du Régime social des indépendants (RSI) pour élaborer des propositions visant à améliorer le suivi des enfants dans le cadre des examens de santé. La première partie de cet ouvrage présente une synthèse des connaissances sur les prévalences des déficits ou troubles, leurs facteurs de risques, les outils de suivi des enfants en termes de dépistage ou de diagnostic, ainsi que la prévention et/ou la prise en charge. La deuxième partie fait un état des lieux de la réglementation, de l'organisation et de la réalisation des examens de santé chez le jeune enfant en France, en décrivant les institutions et les professionnels qui doivent pratiquer ces examens. La troisième partie aborde le suivi des enfants à travers trois bilans de santé (naissance, 9 mois, 24 mois) et l'examen obligatoire de la 6^e année pratiqué à l'école par des médecins de l'Éducation nationale.



dépression

La dépression en France : enquête Anadep 2005

Sous la direction de Christine Chan Chee, François Beck, David Sapinho et Philippe Guilbert

Inpes, collection *Études santé*, avril 2009, 203 pages, 19 euros.

L'enquête Anadep, lancée en 2005 par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, est une enquête dont l'objectif est d'estimer et de décrire la prévalence des épisodes dépressifs majeurs (EDM) au sein d'un échantillon représentatif de personnes âgées de 15 à 75 ans résidant en France métropolitaine. Cet ouvrage permet non seulement de renforcer les connaissances en termes de prévalence et de facteurs associés, mais aussi de mieux cerner l'opinion et les attitudes vis-à-vis de la dépression pour accompagner la mise en place d'une politique de santé publique

plus adaptée, car mieux comprise. Ainsi, après avoir exposé la méthodologie de l'enquête Anadep, cet ouvrage décrit la prévalence de l'épisode dépressif majeur et les comorbidités, les facteurs sociodémographiques associés à l'épisode dépressif majeur, le recours aux soins pour raisons de santé mentale, les attitudes et les opinions vis-à-vis de la dépression et les perspectives pour les études et les recherches en épidémiologie de la santé mentale en France.

grippe A

Grippe A : tout ce qu'il faut savoir.

État des lieux

Geneviève Bouche

Éditions Res publica, mai 2009, 197 pages, 14,90 euros.

Ce livre a pour but d'informer le public, mais aussi les médecins de toutes spécialités et notamment les médecins généri-

ralistes, sur le point d'équilibre qu'il faut adopter devant tout risque pandémique en donnant un certain nombre d'éclaircissements sur l'origine de la grippe A H1N1 : origine de cette grippe au Mexique, informations sur les données scientifiques de ce virus, sur la virulence de cette pandémie, sur le mode de propagation, sur les précautions à prendre et sur le traitement de cette grippe, mais aussi sur les possibilités de vaccins.

environnement

Rapport d'information sur les pesticides

Alain Gest, député

Rapport d'information sur les pesticides, Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, Assemblée nationale, n° 1702, 2 juin 2009.

Un rapport d'information présenté par le député Alain Gest

synthétise les travaux du groupe de travail « Environnement » sur le sujet des pesticides, menés depuis sa constitution à l'automne 2007. Il a pour objet d'éclairer les débats parlementaires sur les pesticides, dans le cadre de l'examen du projet de loi de mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et de permettre de faire le point sur les évolutions importantes du cadre juridique communautaire des années 2008 et 2009. Ce rapport fournit un cadre de réflexion pour que les modalités de mise en œuvre des objectifs, notamment celui visant à réduire de 50 % l'usage des pesticides, soient les plus réalistes possibles et propose diverses perspectives pour les années à venir dans le domaine des phytosanitaires, en tenant compte des partenaires européens.

